



# Enjeux sanitaires : comment le juge prend en compte la santé environnementale ?

Intersol – Le sol dans tous ses états

Lyon, 23 juin 2022



## Me Louise Tschanz

Avocate associée – Kaizen Avocat

Spécialiste en droit de l'environnement

Barreau de Lyon

## Mme Clara Garnier

Master 2 droit de l'environnement et de l'urbanisme

Lyon 3

## Déclaration sur l'action pour l'environnement et la santé en Europe

Helsinki, 1994, Conférence de  
Organisation Mondiale de la Santé  
(OMS) sur l'environnement et la  
santé



“

La santé environnementale comprend « les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, qui sont déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de résorption, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures ».

”

# Quelques chiffres



## Dans le monde

- 23% des décès
- 25 % des pathologies chroniques
- Liés à des facteurs environnementaux

## En France

- 21 000 morts prématurées provoquées par l'ozone
- 2,4 millions de salariés exposés à des produits cancérogènes
- 100 000 décès d'ici 2025 dus à l'amiante
- 3<sup>e</sup> pays le plus touché en Europe par la pollution atmosphérique
- 5 à 10 % des cancers liés à des facteurs environnementaux

## Aujourd'hui

- Pandémie Covid 19 : zoonose
- 75% des nouvelles maladies infectieuses sont d'origine animale

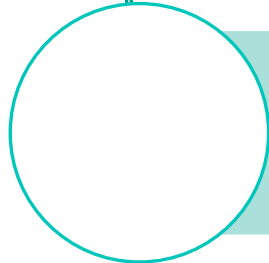


# Contexte

## Pollution diffuse



Rejets de polluant dispersés dans l'espace, difficilement localisables



Effets des pollutions visibles longtemps après la diffusion



Facteurs de pollution multiples

# La place des données scientifiques en santé environnementale

## Utilisation des données scientifiques

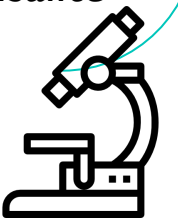
Pour faire évoluer la prévention des atteintes à la santé

Pour établir un lien de causalité entre les pollutions et les pathologies développées

### Utilisation de multiples données :

- Toxicologie environnementale : utilisation de biomarqueurs
- Techniques d'analyse de la structure et de l'exposition des gènes à divers composants
- Méthodes d'analyse des situations environnementales préoccupantes : évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS), épidémiologie
- Justification de l'exposition à un risque apportée par des études statistiques et des modélisations scientifiques pour établir un lien de causalité

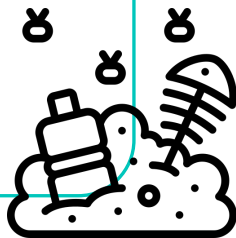
➤ Prise en compte des données scientifiques par le juge : légitimation de la décision



# Difficulté à établir le lien de causalité en matière de santé environnementale

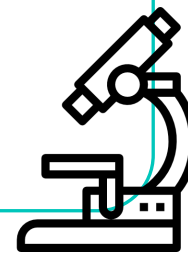
## Toxicité de notre environnement

- Pollutions diffuses et multifactorielles
- Effet cocktail
- Emergence de la notion d'exposome



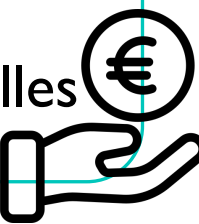
## Complexité de la preuve

- Etudes scientifiques au niveau d'une population
- Expertise coûteuse et complexe à l'échelle individuelle



## Conséquences

- Difficulté d'établir le lien de causalité
- Défaut d'indemnisation des victimes de pollutions diffuses et multifactorielles





# Comment établir le lien de causalité en santé environnementale ?

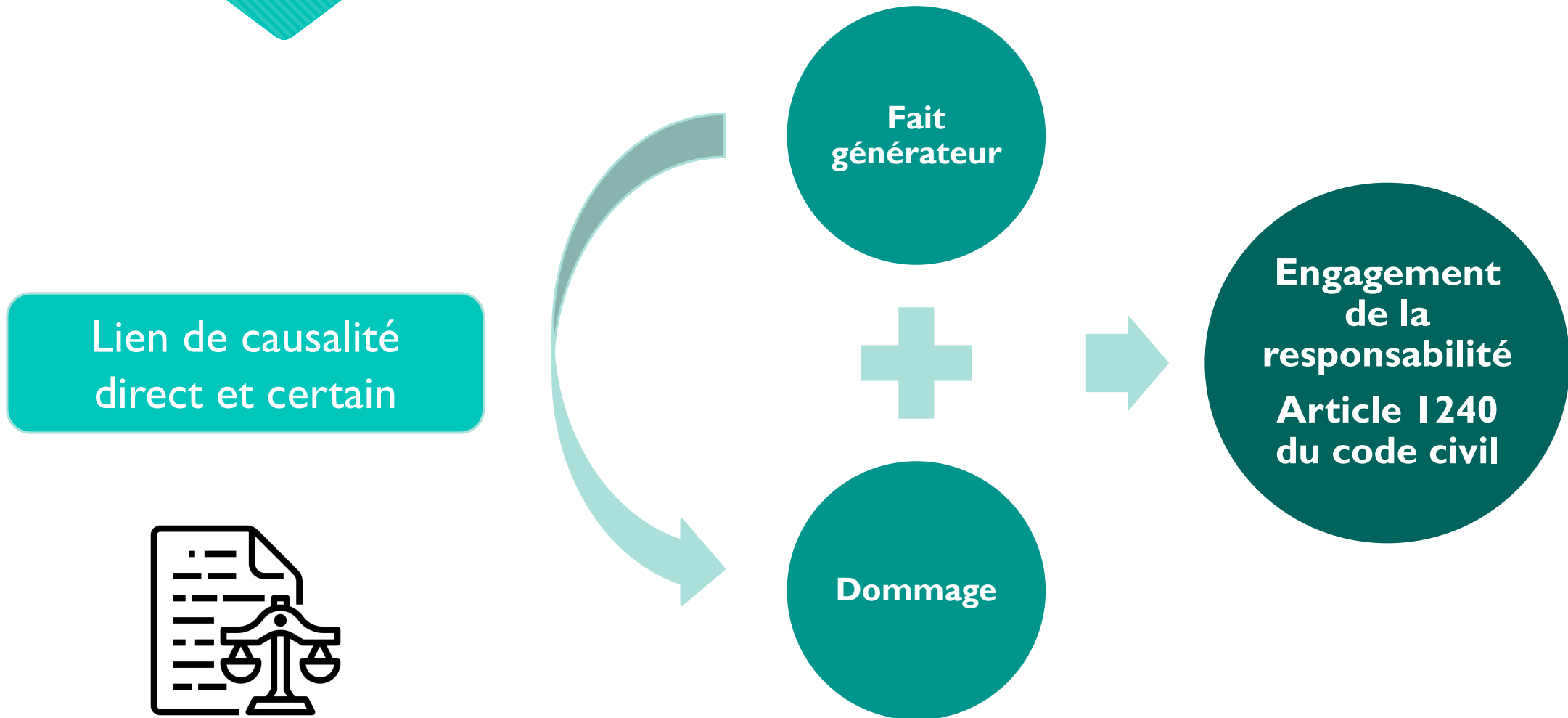
1. Principe : lien de causalité direct et certain
2. Dérogations : aménagements du lien de causalité pour les problématiques de pollution





**Principe : lien de  
causalité direct et  
certain**

# Le lien de causalité



# Les présomptions de causalité

Article 1382  
du code civil

Source

Légale : établie par la loi

Jurisprudentielle : établie par le juge

Charge de la preuve

Irréfragable : ne peut être combattue par une preuve contraire

Réfragable : renversement de la charge de la preuve

*Cass. civ, 1re, 21 oct 2020, n° 19-18.689*

Appréciation par le juge de présomptions graves précises et concordantes pour admettre :

- Le lien de causalité entre l'inhalation du produit et le dommage
- Le lien de causalité entre le défaut et le dommage est établi





# Comment établir la preuve du lien de causalité au regard de la jurisprudence ?

## Recours à des présomptions pour établir le lien de causalité

- Présomptions graves précises et concordantes (*Civ. 1<sup>re</sup>*, 22 mai 2008, n° 05-20.317 et n° 06-10.967)
- Présomptions par faisceau d'indices (*CE*, 10 oct. 2003, n° 249416)

## Preuves médicales à apporter

- Certificats médicaux (*TA Paris*, 4 juill. 2019, n° 1709333/4-3)
- Recours à des expertises complémentaires, notamment par l'utilisation de biomarqueurs, qui prouveraient que l'état de la victime s'est aggravé à cause des cycles de pollution répétés.
- Utilisation de statistiques, de probabilités

- Le juge retient une approche stricte du lien de causalité apprécié dans les seuils de pollution (*TA Paris*, 4 juill. 2019, n° 1709333/4-3)
- Il conviendrait de sensibiliser les citoyens aux preuves à apporter pour caractériser le lien de causalité







**Déroptions :  
aménagements du  
lien de causalité pour  
les problématiques  
de pollution**

# Aménagements du lien de causalité par la loi : le cas de l'amiante

1997: utilisation  
interdite  
*Article 41 loi 23  
décembre 1998*

Préjudice d'anxiété  
spécifique aux  
victimes de  
l'amiante

*Cass, Soc., 11 mai  
2010,  
n°09-42.241*

Indemnisation  
automatique  
exclusivement pour  
les victimes visées par  
la loi

*Cass, ass. plén., 5  
avr. 2019,  
n° 18-17.442*

- Préjudice d'anxiété étendu au-delà des bénéficiaires du régime législatif
- Action contre l'employeur sur le fondement des règles de droit commun régissant l'obligation de sécurité
- Preuve du préjudice personnel d'anxiété incombe au demandeur

- Preuve à apporter : faute inexcusable, à savoir le non-respect de l'obligation de sécurité de l'employeur : absence de mesures nécessaires pour éviter ou limiter l'exposition à l'amiante
- Simple exposition à l'amiante insuffisante pour engager la responsabilité





# Aménagements du lien de causalité par la loi : le cas des victimes d'essais nucléaires



- *Loi du 5 janvier 2010* : régime légal de présomption causalité au profit de la victime d'irradiations au cours d'essais nucléaires
- CIVEN renverse facilement la présomption en établissant que le risque que la maladie soit attribuée à un essai nucléaire était négligeable : probabilités inférieures à 1%



- *Loi du 28 février 2017* : supprime la condition de risque non négligeable pour permettre l'indemnisation
- Présomption de causalité quasi irréfragable



- *Loi du 28 décembre 2018* ; possibilité pour l'administration d'écarter la présomption en cas de doses de rayonnements insuffisantes

*CE, 7 déc. 2015, n° 378323, n° 378325, n° 38698*

- Prise en compte des données dosimétriques pour établir le lien de causalité entre des essais nucléaires et les victimes de radiations
- A jugé que lorsque les données dosimétriques sont insuffisantes le risque ne peut être calculé avec pertinence et ne peut pas être considéré comme négligeable : ne peut pas se retourner contre les victimes

# Des aménagements légaux pour des pollutions ciblées



## Pollution spécifiques

- Inhalation de poussières d'amiante
- Exposition à des radiations suites à des essais nucléaires

## Effets sur la santé connus

- Nombreuses maladies identifiées liées à l'inhalation de poussière d'amiante
- Maladies radio-induites répertoriées par décret en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 5 janvier 2010

Scandales sanitaires et pression sociales  
=> Encadrement par le législateur d'un régime  
d'indemnisation des victimes de ces pollutions déterminées



# L'appropriation du raisonnement législatif par le juge : l'exemple du préjudice d'anxiété

Préjudice spécifique d'anxiété : bénéficiaires du régime légal de l'amiante



Préjudice personnel d'anxiété : tous les salariés ayant été exposés à l'amiante



Préjudice personnel d'anxiété : toutes les personnes ayant été exposés à une substance nocive ou toxique

Preuves à apporter par la victime :

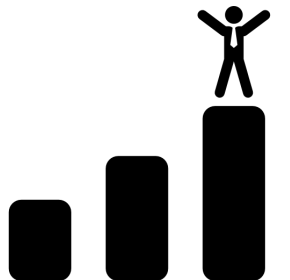
- Exposition à la substance nocive ou toxique
- Risque élevé de développer une pathologie grave
- Préjudice d'anxiété personnellement subi : troubles psychologiques qu'engendre la connaissance du risque



Cass., Soc. 11 sept. 2019, n°17-26.879

# Perspectives

- 9 300 sites et sols pollués en France en 2021 pouvant représenter un risque pour la santé humaine ou l'environnement (*source : ADEME*)
- En cas de présomptions graves, précises et concordantes entre la pollution des sols et les problématiques de santé, le pollueur devra indemniser les victimes
- Le juge pénal joue un rôle croissant sur ces sujets (référé pénal et délit de mise en danger)
- Evolutions législatives en cours (UE et France)



**Merci pour  
votre attention !**

**Me Louise Tschanz**

Avocate associée – Kaizen Avocat

Spécialiste en droit de l'environnement

Barreau de Lyon

**Mme Clara Garnier**

Master 2 droit de l'environnement et de l'urbanisme

Lyon 3